

À l'heure où s'ouvre cette séance, les salariés de la raffinerie (ex Petroplus) viennent de mettre à l'arrêt pour la deuxième fois cette année leur outil de travail. Ils ont entre temps démontré leur capacité à remettre en marche l'usine, démontré sa rentabilité, recherché un repreneur, mobilisé l'opinion et le gouvernement. Même si ce dernier, de gauche depuis Mai dernier, s'active en facilitant les démarches de l'intersyndicale, il n'a pas été en mesure d'imposer à Shell la poursuite de son contrat jusqu'à la reprise du site par un repreneur. Pourtant, dans le même temps il permet à Shell qui a fermé toutes ses raffineries en France, d'exploiter les sous-sols de notre territoire en Guyane. Rien n'est encore gagné, mais après Florange où les chantres du renoncement industriel, de la soumission aux marchés, l'ont emporté, ils doivent savoir que rien n'est impossible lorsque l'intelligence collective et l'unité sont au rendez-vous ! Notre groupe demeure déterminé aux côtés des salariés de Petroplus qui exigent si besoin, la réquisition du site, la nationalisation ou comme avec M Réal dans l'Eure l'intervention des collectivités locales. Pour le raffinage ou la sidérurgie il y va de l'intérêt du pays et de son indépendance face aux multinationales et la finance internationale.

Tout doit être fait pour éviter une casse industrielle de plus dans notre région, sinon l'onde de choc sera terrible sur l'emploi, les services publics, les activités de sous-traitants et la vie des collectivités locales.

Quel avenir devant nous.

« Réduction aveugle des dépenses publiques, gel des dotations et non-compensation des transferts de charges aux collectivités... ponction sur les classes moyennes et populaires par une multitude de taxes et de prélèvements nouveaux, le gouvernement est en train de fabriquer une nouvelle récession par une politique absurde » « aucun plan d'austérité ne ramènera jamais la croissance » cette déclaration faite il y a juste un an, par le Maire, reste d'une actualité criante.

Où est le changement ! entre les promesses et la réalité ; avec la trahison sur le traité européen d'austérité, avec non plus le gel des dotations aux collectivités mais leurs réductions, avec la poursuite du gel des tranches d'impositions qui de facto se traduit par des hausses d'impôts, avec le gel pour 3 années de plus du point d'indice des fonctionnaires, avec la hausse des cotisations sur les salaires et les retraites, avec les hausses démesurées de l'énergie, de la TVA, et ce n'est pas les 3 centimes de hausse horaire du SMIG, au 1er janvier 2013 qui vont améliorer le pouvoir d'achat.

Seul le Medef avec les 20 milliards d'€ de crédit d'impôt que l'État s'apprête à distribuer aux entreprises salue la politique gouvernementale en exigeant de poursuivre dès maintenant la remise en cause des droits du travail.

Cette politique est l'application concrète du traité d'austérité négocié par Sarkozy-Merkel et signé en l'état par F Hollande, sans contrepartie le dernier sommet européen réduisant même les crédits nécessaires à la relance économique en Europe qui justifiait son reniement.

Nous avons été nombreux à gauche à condamner ce traité, nous avons souhaité que la parole soit donnée au citoyen, le groupe majoritaire socialiste n'a pas soutenu notre motion.

Aujourd'hui, vos orientations budgétaires préparent le premier budget de notre collectivité dans un contexte politique nouveau, issu des scrutins du printemps dernier. Le parti socialiste

dispose de tous les leviers du pouvoir, un rapport de force existe aujourd'hui dans notre pays, en faveur de grandes réformes structurelles et fiscales qui permettrait au gouvernement de résister, plus qu'il ne le fait, aux magnats de la finance, du libéralisme, nous vivons une crise sans précédent du système capitaliste, **Mais ce gouvernement et sa majorité**, refuse de rompre avec les logiques qui sont au cœur même de la crise et qui vont amplifier les difficultés. La construction européenne est aujourd'hui mise au service de la généralisation des politiques austéritaires, c'est une vis sans fin économique. Chaque coupe dans les dépenses publiques et la protection sociale déprime davantage l'activité. Les recettes fiscales et sociales en subissent ensuite le contrecoup. Au final les déficits se creusent, justifiant de nouveaux plans d'austérité ! Le dogme des 3% de déficit public, la réduction des investissements publics, le rationnement des services publics, notamment en matière de santé, la baisse du pouvoir d'achat avec les hausses (TVA, énergies gaz, électricités, loyers, assurances, impôts, etc.), l'explosion du chômage nous poussent dans une logique qui a déjà conduit la Grèce, l'Espagne, le Portugal et l'Italie dans la récession.

Pour nous, l'austérité n'est pas et ne sera jamais la solution.

L'austérité imposée par le traité européen, s'inscrit dans les décisions prises par le gouvernement et s'imposent aux orientations budgétaires des collectivités locales.

D'ailleurs vous l'écrivez dans votre note. « *Le budget 2013 repose sur un effort en dépenses et recettes il sera partagé entre l'état, organismes d'administration centrale, administration sociale et collectivités territoriales* » . Mais qui subit tout cela :

le contribuable et les salariés en premier.

Ainsi aux hausses diverses imposées par l'état, de nouvelles hausses d'impôts locaux fonciers sont prévues pour 2013, une hausse de plus 25%. dans notre commune depuis 2008.

Les représentants du Front de gauche à l'assemblée nationale et au sénat ont pris leur distance avec cette politique, en regrettant que plusieurs corrections au budget ne soient pas retenues, pour participer activement à la rénovation de la puissance publique en imposant des contreparties sur l'emploi et les salaires lorsque des aides publiques sont octroyées et censées « booster » la compétitivité. D'ailleurs cela n'empêche aucunement le chantage à la fermeture où les suppressions d'emplois, précisément au nom de la compétitivité.

Pour nous, il était vital de battre Sarkozy, artisan avec Merckel du traité austéritaire, pour remettre en cause cette marche au désastre au sein de l'Europe, première puissance économique au monde. Hélas, Hollande et sa majorité en ont décidé autrement, cette capitulation a préparé tous les choix gouvernementaux d'aujourd'hui et demain, au diapason des plans d'austérités adoptés par les partis dits sociaux-démocrates en Europe, qui au lieu d'être fidèles à leur histoire en permettant la conquête de droits sociaux et démocratiques, organise désormais le démantèlement de l'état social, du droit du travail, la baisse des salaires et des prestations sociales.

Heureusement, une autre gauche est en train d'émerger en Europe et progresse dans les pays durement touchés par la crise, en France ce rassemblement inédit a atteint à la présidentielle un niveau sans précédents pour un candidat exprimant une alternative de gauche. Avec un programme « l'Humain d'Abord » un plan d'urgence face à la crise, un programme opérationnel pour gouverner face aux banques. Nos propositions font leur chemin, parmi tous ceux qui cherchent activement une issue à l'austérité.